

# LA VÉRITÉ



**PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE**  
**SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

## DES TRAVAILLEURS

**Tous les après-midi :**  
**Nouvelle Permanence de**  
**"La Vérité des Travailleurs"**  
**64, rue de Richelieu**  
(Bureau 10)  
(Ric. 03-52 et la suite). Métro :  
Bourse.  
Continuer à adresser la correspon-  
dance et les fonds à P. Frank, 10, rue  
de Lancry.

### FACE AU FRONT UNIQUE DES PARTIS BOURGEOIS INVESTISSANT R. MAYER

# FRONT UNIQUE DES PARTIS OUVRIERS

# POUR UN GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

## EISENHOWER accélérera les préparatifs de guerre

Staline a fait savoir à la nouvelle administration américaine qu'il ne refuserait pas de causer. Même si Eisenhower accepte, son plan et son opinion, Truman les a déjà donnés dans son dernier message. « Organiser et unifier la coopération de la communauté d'hommes libres... pour qu'elle devienne plus forte avec les ans et que l'empire soviétique, non le monde libre, ait à changer ou s'écroule. » A quoi il a ajouté la menace des bombes atomiques et soumis un budget de 79 milliards de dollars dont près de 60 % sont destinés aux forces armées proprement dites.

Mais, espèrent certains, l'Europe Occidentale ne marche pas. Il a y effectivement du tirage. L'Angleterre de Churchill « étale » son programme de réarmement, donnant le signal de la résistance à la récente conférence du NATO; les généraux Ridgway et Juin aussitôt d'accuser les hommes politiques de renâcler devant l'effort. La ratification des traités de Paris et de Bonn n'avance guère, et l'armée européenne est sans cesse remise en question.

Il est incontestable que ces divergences existent et il est normal que la diplomatie soviétique cherche à les exploiter. Mais croire qu'elles peuvent assurer la paix est une absurdité. Ces divergences se sont développées pour deux raisons: d'une part les effets du réarmement pèsent de plus en plus sur les diverses économies européennes; d'autre part, depuis plusieurs mois, l'élection présidentielle aux Etats-Unis avait paralysé la diplomatie américaine, et cette absence du chef d'orchestre permettait la cacophonie.

Mais la nouvelle administration ne va pas tarder à exposer son programme et exigera de « l'ordre » parmi les satellites de Washington. Churchill, en se rendant aux U. S. A., pouvait juste espérer donner quelques conseils et implorer quelques faveurs. Mais même lui n'a pu obtenir cela.

Le grand capital américain appliquera son plan de préparation à la guerre et parce qu'elle se prépare contre l'U.R.S.S., et la révolution coloniale et prolétarienne, le grand capital d'Europe par intérêt fondamental de classe suivra. Le général Bradley vient de déclarer: « Je ne sais comment finir la guerre en Corée, et n'ai encore rencontré personne qui le savait. » Il ne serait nullement surprenant et il faut même s'attendre à ce qu'Eisenhower donne une nouvelle impulsion et même étende la guerre de Corée. En général, plus la Révolution s'étendra en Asie, en Afrique et en Amérique latine, moins on pourra compter sur « la coexistence pacifique » de la part de l'impérialisme.

Le comprendre est le premier pas pour se préparer de notre côté à la Révolution que le capitalisme veut écraser, par cette guerre.

La naissance d'un nouveau gouvernement amène toujours les travailleurs à se poser cette question: qu'y a-t-il de changé dans la sauce à laquelle la bourgeoisie prétend nous accommoder?

Depuis 45 le glissement vers une politique toujours plus réactionnaire n'a pas cessé. Jusqu'à Plevin la bourgeoisie menait un jeu de bascule avec le Parti Socialiste. La loi électorale et les apparences n'étant pas parvenus à liquider la représentation ouvrière au Parlement, Pinay devait incarner un raidissement de la bourgeoisie qui s'engageait délibérément dans la voie de la répression antiouvrière et qui rejetait le P. S. dans l'opposition. Pour autant les difficultés n'étaient pas résolues: de la crise économique avec, en France, le déficit grandissant de la balance du commerce extérieur, à l'insoluble guerre du Viet-Nam et au réveil de l'Afrique du Nord, de l'« expérience de baisse » et de l'emprunt à la menace d'une Allemagne qui, en même temps que son armée, va faire peser à nouveau son industrie lourde, la situation de la bourgeoisie française n'est pas brillante.

René Mayer, lui, prend le pouvoir avec, pour la première fois, la totalité des députés bourgeois derrière lui. Il ne reste dans l'opposition que le P. S. et le P. C.

Mayer, lié à la haute finance par les Rothschild, et à la bourgeoisie colonialiste par son mandat de député de Constantine, reste l'homme de la répression antiouvrière. De l'héritage Pinay il a précisément conservé les ministres de l'Intérieur et de la Justice qui ont fait leurs preuves. Par contre l'intégration de Bacon, gauche M. R. P., tendait à prouver que la répression antiouvrière sera plus que jamais politique, dirigée essentiellement contre le P. C., mais qu'il se peut que, sur le plan économique, R. Mayer lâche s'il le faut quelques bribes aux ouvriers. Il est probable que la « relance économique » dont parle Mayer peut avoir quelques effets passagers par le dé-

veloppement de l'industrie d'armement. Des miettes du gâteau sont, dans l'esprit de la bourgeoisie, le calmant qui permettra de faire avaler à la classe ouvrière la répression.

Quant à la politique extérieure le passage de Schuman à Bidault ne changera rien à la ligne générale: soumission au plan de guerre impérialiste et accentuation de ses préparatifs. Concernant la lutte contre les peuples colonisés la conservation de Létourneau suffit à indiquer le programme.

Si René Mayer n'est pas sur de parvenir, par la voie de la réforme constitutionnelle à se forger un pouvoir exécutif fort, un gaullisme sans De Gaulle, car le parlement se fera peut-être tirer l'oreille, il est très probable qu'il aura recours à des décrets-lois intitulés lois-cadres.

L'Assemblée Nationale, par sa composition actuelle, étant peu maniable en vue de dégager une majorité stable, la combinaison Mayer consiste à associer TOUS les partis bourgeois pour remettre les décisions à prendre entre les mains d'une équipe réduite sur laquelle pèsera moins fortement la pression de multiples groupements.

En face de cette bourgeoisie, unie pour le pire, les deux partis ouvriers restent paradoxalement chacun dans sa tour d'ivoire.

Si Jacques Duclos, passant à la tribune, après Guy Mollet, termine un discours de deux heures et demie par quelques phrases

où il constate le plein accord des revendications mises en avant par le P. S. et le P. C., c'est pour s'en excuser aussitôt en ajoutant que, de la part du P. S., c'est pure démagogie.

Et pourtant elle est là la solution! A la faillite retentissante de la politique bourgeoise dont les Plevin, les Pinay ont fait la démonstration et dont René Mayer se prépare à nous donner une nouvelle preuve, il n'est qu'une parade: un plan économique axé sur l'intérêt des masses et non sur celui des généraux. Un seul gouvernement peut l'appliquer en France, un gouvernement de Front Unique du P. S. et du P. C. Les travailleurs doivent lutter consciemment, sur tous les plans, pour l'obtenir. Ils doivent faire pression sur leurs dirigeants pour les obliger à formuler des propositions de Front Unique. Les militants communistes, les militants socialistes ne veulent pas en arriver à un Front Unique de fait derrière les barbelés!

Contre la bourgeoisie unie: Front Unique des Partis Ouvriers!

Contre la répression: Front Unique des Partis Ouvriers!

Pour un gouvernement au service de la classe ouvrière, un gouvernement communiste-socialiste: Front Unique des Partis Ouvriers!

J. BOISSEC.

## En Tunisie, l'impérialisme français marque des points mais perdra la partie

Au point où en sont arrivés les événements de Tunisie il est possible de tirer plusieurs conclusions. Depuis près d'un an le gouvernement français voulait faire accepter au Bey un « plan de réfor-

mes » qui ne faisait que renforcer l'obédience de la nation tunisienne à l'égard de la France. Le souverain résista sous la pression et avec l'appui de tout le mouvement national d'indépendance. C'est sous cette forme que s'exprima pendant cette période l'antagonisme fondamental entre le colonialisme français soucieux de consolider sa domination et les masses décidées à s'affranchir de leur joug. Et le 20 décembre le Bey signait deux des décrets du plan impérialiste puis deux autres moins d'une semaine après.

Faut-il voir dans cet aboutissement un succès valable de l'impérialisme français lui permettant de briser définitivement la résistance des masses tunisiennes? Malgré leur caractère violemment réactionnaire ces décrets ne constituent que très relativement un moyen de renforcer la position française en Tunisie. Ils portent surtout sur des dispositions électorales et administratives qui ne peuvent avoir d'effet qu'à une assez longue échéance. Mais pendant ils étaient la réponse française aux propositions de réformes progressistes faites il y a plus d'un an par le gouvernement tunisien. Le mouvement d'indépendance qui s'était mobilisé tout entier, d'abord pour l'acceptation de ces propositions, puis pour l'opposition aux contre-propositions françaises ne peut ressentir que comme un échec l'acceptation de ces dernières.

Ce qui est plus grave encore c'est que la signature de ces décrets consacre un certain affaiblissement du mouvement de résistance nationale. Depuis l'entrée des ministres du Néo-Destour dans le gouvernement tunisien le mouvement d'indépendance avait pour objectif immédiat une réforme « démocratique » de la présence française et pour perspectives une élimination « progressive » de sa domination. Le colonialisme français a pu profiter de cette limitation des objec-

Henri VERNIER.

(Suite page 4.)

Appel du Secrétariat de la 4<sup>e</sup> Internationale

## Aidons la révolution bolivienne

La Révolution bolivienne s'amplifie constamment. Les masses paysannes, les serfs des latifundia de l'altiplano (haut plateau) et de la partie orientale du pays, les petits propriétaires agricoles de la vallée, les travailleurs des communautés indiennes, entrent à leur tour dans la lutte aux côtés des ouvriers et des milieux avancés de la petite bourgeoisie radicale des villes.

Dans la région de Cochabamba les paysans pourchassent les gros propriétaires fonciers et prennent les terres.

L'organisation syndicale des masses paysannes fait partout des progrès. Des syndicats surgissent, des comités s'organisent.

Les ouvriers qui ont déjà imposé la nationalisation des mines, luttent maintenant pour arracher un véritable contrôle ouvrier sur celles-ci et empêcher les manœuvres du gouvernement qui s'appuie sur une couche restreinte de bureaucrates syndicaux.

La désaffection des masses par rapport au gouvernement et au Mouvement National Révolutionnaire progresse ainsi que la confusion et la crise à l'intérieur de ce mouvement. Le congrès du Mouvement National Révolutionnaire qui devait se tenir en décembre passé fut à nouveau reculé.

La lutte se circonscrit de plus en plus entre le gouvernement et le Parti Ouvrier Révolutionnaire, section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale. Elle est déjà entrée dans la phase d'attaques systématiques déclenchées par le gouvernement et les forces qu'il contrôle, contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire, y compris des agressions physiques.

La publication et la diffusion du journal et de toute autre littérature du Parti Ouvrier Révolutionnaire sont entravées. Des commandos spéciaux et la police ont cherché à empêcher la diffusion du journal dans les centres miniers. Mais la réaction des ouvriers contre ces méthodes s'organise avec vigueur et a déjà mis en échec, dans divers endroits, la répression gouvernementale.

La popularité du Parti Ouvrier Révolutionnaire augmente sans cesse; ses succès dans les syndicats, l'organisation des paysans et de couches petites bourgeoises des villes se multiplient.

(Suite page 3.)

**Réunion des**  
**"AMIS DE LA VERITE DES TRAVAILLEURS"**  
**VENDREDI 23 JANVIER 1953**  
à 20 h. 30  
Salle Lancry, 10, rue de Lancry  
**De Pinay à Mayer**  
**la marche à "l'Etat fort"**  
par Michèle MESTRE

# La campagne des 200.000 frs

## à réussi

Nous nous étions fixés jusqu'au mois de janvier pour collecter chez nos amis et sympathisants 200.000 francs pour le lancement de « La Vérité des Travailleurs ». Nous pouvons aujourd'hui publier la dernière liste qui porte le total à près de 203.000 francs.

Nous remercions tous ceux qui ont ainsi montré leur attachement à la IV<sup>e</sup> Internationale. Grâce à eux notre journal est paru régulièrement et est maintenant diffusé par les kiosques des principales villes du pays.

Nous sommes sûrs qu'ils continueront à aider à la diffusion en faisant acheter le journal est en faisant des abonnés.

Nous continuerons à publier chaque mois notre liste de souscription, qui, nous l'espérons, ne sera pas oubliée par tous ceux qui veulent voir les idées trotskystes pénétrer toujours plus dans la classe ouvrière.

Liste 167, 1.550; Liste 172, 700; R. Louis, 500; Liste 130, 300; Un sympathisant, 110; Liste 23, 1.573; Liste 114, 6.050; Souscription B. P., 10.500; Liste 145, 3.600; Liste 122, 3.800; Liste belge, 5.255; Travailleurs Vietnamiens, 3.550; Marcel Rethap, 1.000; Un groupe de sympathisants du 19<sup>e</sup>, 2.360; Saïgon, 2.500; Un groupe de Belgique, 1.500; Jacques Merval, 3.600; Réveillon sympathisant du 31 décembre, 6.176; Abonnements, 10.800. — Total, 65.434. — Total précédent, 137.525. — Total Général, 202.959 francs.

### Ecole de cadres du Parti

Pendant deux jours cette école a groupé une quarantaine de militants, tant de la région parisienne que de province. M. Pablo fit quatre cours sur les bases philosophiques du marxisme (matérialisme dialectique matérialisme historique). Une discussion large et très approfondie suivit chaque cours.

P. Frank fit un rapport sur la situation des sections de l'Internationale qui montra à chacun les grands progrès accomplis par notre mouvement.

## SECTARISME AGGRAVÉ au dernier comité central du P. C. F.

Contamment ballottée par ses auto-critiques successives, s'accusant tour à tour d'opportunisme et de sectarisme, la direction du P. C. F. a poursuivi ce cercle vicieux au cours du Comité Central de décembre (1).

C'est pourtant autre chose que ce va-et-vient déroutant qu'attendent de leur direction les militants du P. C. F. Nombre d'entre eux ont sans doute lu avec satisfaction le passage du discours de Billoux où celui-ci remet l'accent sur une notion fondamentale singulièrement « estompée » dans les auto-critiques Fajon-Duclos:

*L'ennemi à combattre en France est la bourgeoisie française dont les responsabilités ne sont pas atténuées par son attitude de domestique de l'impérialisme américain.*

Et aussi le passage dans lequel il esquisse la perspective du renversement révolutionnaire du capitalisme, bien qu'en termes très équivoques.

Mais pour aboutir à un fondamental « changement d'orientation », il faudrait, comme le dit également Billoux, réaliser « le mouvement et l'action unie des masses », auxquels n'est pas parvenu le P.C.F. en 1952, malgré tout le dévouement de ses membres, aussi bien dans la période qui a suivi l'article de Billoux de mai, que dans celle des auto-critiques Fajon-Duclos.

Les directives du Comité Central de décembre permettront-elles mieux que celles de mai ou de juillet-septembre 1952, d'y parvenir? On peut affirmer dès maintenant que le cours fixé mènera encore davantage dans l'impasse. En effet, nous voyons maintenant que l'auto-critique, faite par Billoux, aboutit à pousser à l'extrême toutes les tendances sectaires en matière de rapports avec le Parti Socialiste. Billoux s'est bien gardé de mentionner certains pas qui avaient été faits sur la question du front unique. En particulier la « Lettre à un camarade socialiste » ou la « Lettre au Président Auriant » écrites en juillet par Jacques Duclos, après lesquelles il aurait semblé logique que vienne une lettre du Comité Central du P. C. F. au Comité Directeur du P. S., sur le même thème de la lutte en commun comme en février 1934, contre la réaction et le fascisme.

Ce n'est pas la perspective de la réalisation du mouvement et de l'action unie des masses par le Front Unique du Parti Communiste et du Parti Socialiste, de la base au sommet que Billoux a mise en avant, mais au contraire le regroupement de la classe ouvrière derrière le P. C. SEUL.

Le Parti Socialiste a-t-il perdu en France toute influence sur les travailleurs, Le

Parti Communiste a-t-il maintenant de telles possibilités de mobilisation effective de la classe ouvrière qu'il puisse appeler directement la classe ouvrière à l'action derrière lui seul? Tous les faits montrent le contraire. Les élections du Nord en particulier ont prouvé que des travailleurs y ont voté en nombre croissant pour le Parti Socialiste quand celui-ci a adopté une position plus à gauche.

Toute l'expérience récente a montré que dès qu'il y a un accord des différents syndicats, il y a une perspective d'action et de lutte ouvrière, et qu'elle cesse dès que la division réapparaît. C'est mille fois plus vrai sur le plan d'une action pour un changement d'orientation politique qui ne peut aboutir qu'à un changement de régime.

Comment réaliser « le mouvement et l'action unie des masses »?

Donnons la parole à Frachon (Discours à la F. S. M., novembre 1951, publié dans « L'Humanité » du 1<sup>er</sup> mars 1952):

*« Nous devons comprendre que les problèmes qui nous semblent clairs ne le sont pas pour l'ensemble des travailleurs... on ne peut les gagner si on ne mène pas une lutte constante contre le sectarisme. ... Ne pas être sectaire c'est comprendre que la classe ouvrière n'est pas un bloc idéologique homogène... c'est faire un effort constant pour que les travailleurs, divisés par des opinions politiques ou religieuses différentes surmontent les manœuvres de leurs ennemis de classe qui tendent à faire de ces différences d'opinion des barrières infranchissables... C'est ne pas considérer que seule (son organisation) est capable de faire tout, surtout quand à côté d'elle sont des organisations puissantes... »*

Frachon justifiait ainsi les propositions d'unité d'action aux directions des autres centrales. Cela est également vrai sur le plan politique: la question du Front Unique entre partis est aujourd'hui la question centrale pour le mouvement ouvrier français.

L. PERIER.

(1) Nous n'abordons aujourd'hui que l'analyse politique faite dans le discours de Billoux. Dans notre prochain numéro nous reprendrons l'affaire Marty-Tillon. Mais dès maintenant, devant les accusations portées par la direction du P. C. F. contre Marty, nous pensons qu'une commission de contrôle composée de militants ouvriers et de personnalités impartiales devrait être constituée pour juger, en pleine lumière, devant toute l'opinion ouvrière.

### COMMUNIQUÉ

Le délai accordé par le 12<sup>e</sup> Plenum du Comité Exécutif International (novembre 1952) aux membres du groupe Bleibtreu-Lambert-Renard qui avaient été suspendus le 17 juillet 1952, pour leur permettre de réintégrer les rangs de l'Internationale et de sa section française conformément aux décisions des 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> Plenums, ayant expiré le 1<sup>er</sup> janvier 1953, les membres de ce groupe se trouvent désormais formellement exclus de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le 10 janvier 1953.

Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale

SOFRIM - 17, rue de Clignancourt, Paris.

Le Gérant: M. Mestre.

### ERRATUM

Dans le numéro précédent, le titre que la rédaction a donné à l'article de Jean-Paul Martin, résumant le rapport politique présenté au 12<sup>e</sup> Plenum du C. E. I. ne correspondait pas au titre que l'auteur lui-même avait donné: « Au seuil de 1953: Bilan et perspectives ».

La rédaction du journal l'avait remplacé par « La guerre possible à partir de 1953 » et non « La guerre possible en 1953 », comme ce fut imprimé par erreur.

Même sans cette erreur, ce titre risquait de fausser l'axe de l'article plus particulièrement le sens dans lequel la guerre deviendrait possible à partir de la fin de cette année.

La Rédaction de « La Vérité des Travailleurs ».

## Aidons la révolution bolivienne

(Suite de la première page)

Le Parti Ouvrier Révolutionnaire vient de fonder la **Confédération des Travailleurs particuliers** (CTP) qui groupe 6 fédérations nationales de travailleurs des classes moyennes. Cette Confédération participera avec 30 délégués, tous poristes, au prochain congrès de la **C.O.B.** (Centrale Ouvrière Bolivienne).

Le congrès de celle-ci a été un peu retardé par les agissements du gouvernement et des dirigeants du Mouvement National Révolutionnaire, mais il se tiendra de toute façon. La très grande majorité des délégations ouvrières pour le congrès dans tous les coins du pays, reste attachée au Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Les masses paysannes sont mobilisées et organisées par le Parti Ouvrier Révolutionnaire qui s'impose de plus en plus comme le leader consent de la Révolution bolivienne.

A noter que les staliniens en pleine décomposition se contentent d'un misérable rôle d'appui inconditionnel à la lutte que le gouvernement et la direction du Mouvement National Révolutionnaire mènent contre le Parti Ouvrier Révolutionnaire.

L'influence de la révolution bolivienne, ainsi que celle de l'activité révolutionnaire du POR commencent à s'exercer sérieusement sur le mouvement ouvrier des pays latino-américains. Exemple la magnifique réception qui fut réservée par le prolétariat chilien à la délégation de la COB qui s'est rendue dans ce pays. La délégation était conduite par le camarade Edwin A. Moller, dirigeant de la COB et du POR. Elle a pu assister au Congrès des mineurs, des ouvriers de la métallurgie et de la Centrale Chilienne (CTCH), où elle est intervenue pour expliquer la marche et la signification de la révolution bolivienne.

D'importants syndicats ouvriers de **Santiago**, de **Valparaiso** et de **Vina del Mar** ont invité la délégation et organisé à ce propos des réunions et des conférences spéciales.

D'autres conférences et des réunions furent organisées par le Comité d'aide à la Révolution bolivienne, le Comité d'Union syndicale, ainsi que par le POR chilien, section chilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Partout, dans cette très ample mobilisation du prolétariat chilien en faveur de la révolution bolivienne, la délégation dirigée par le camarade Moller a trouvé l'occasion de populariser plus particulièrement l'action et le programme de la COB et du POR bolivien.

Nos camarades boliviens sont actuellement engagés dans une lutte d'une ampleur et d'une importance sans précédent. Ils mobilisent à ce propos toutes leurs forces, toutes leurs ressources. Mais ces dernières surtout ne suffisent pas pour accomplir toutes les tâches qui leur incombent. Ils ont besoin d'une aide **ample et immédiate**!

Militants et sympathisants de la IV<sup>e</sup> Internationale, ouvriers marxistes-révolutionnaires de tous les pays, aidez **massivement maintenant** vos frères boliviens qui luttent sous le drapeau de Lénine et de Trotsky pour la véritable révolution prolétarienne!

Constituez des Comités d'aide à la Révolution bolivienne dans chaque pays, chaque capitale, aussi larges que possibles. Prenez toute initiative capable d'apporter une aide immédiate; n'oubliez aucune occasion!

Envoyez immédiatement toute somme collectée à l'adresse: **Pierre Frank, 10, rue Lancry, Paris (10<sup>e</sup>)**. Elle sera transmise aussitôt à nos militants boliviens. Ou faites savoir à cette adresse les sommes dont vous disposez à cet effet. Vous recevrez des instructions pour les envoyer.

Janvier 1953

Le SECRETARIAT INTERNATIONAL de la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

### Henriette Roland-Holst

Henriette Roland Holst est morte il y a quelques semaines. Née en 1869 de famille bourgeoise, elle commence par publier des poésies en 1895. A la suite de sa rencontre du grand poète révolutionnaire Herman Gorter, elle rejoint le Parti Socialiste en 1897. L'année suivante elle est rédactrice d'une revue théorique marxiste *Des Nieuwe Tijd*. Elle dirige une tendance marxiste dans la lutte contre le révisionnisme et se lie d'amitié avec Rosa Luxembourg. Elle publie en 1902 « *Kapitaal en Arbeid in Nederland* », un livre toujours classique, éduque toute une génération de marxistes, organise les femmes. En 1903 elle est membre du comité de direction de la grève générale, la seule grande lutte du prolétariat hollandais jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Elle célèbre la révolution russe de 1905 dans un drame « *De Opstandelingen* » (les insurgés) qui est une des plus grandes œuvres poétiques de la littérature hollandaise.

En 1911 elle rompt avec le P. S. en raison de la trahison par les bonzes syndicaux de la grève des transports (à cette occasion Sneevliet, leader du syndicat des cheminots, est exclu par les bureaucrates).

En 1915 elle fonde la *Ligue socialiste révolutionnaire*, participe à Zimmerwald, où elle rencontre Trotsky. Dans plusieurs écrits et poèmes, elle a fêté Trotsky et leur amitié. Elle salua la Révolution d'octobre et la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale. Elle participa au III<sup>e</sup> Congrès mondial de l'I. C. En 1924 elle rompit avec le P. C. hollandais qui était déchiré par des luttes fractionnelles, mais elle y revint pour rompre définitivement en 1927, après la défaite de l'opposition de gauche. A cette époque elle écrivit un long poème « *Heldensage* » (Epopée des héros) dans lequel elle célèbre Lénine et Trotsky. Elle collabora encore quelque temps avec Sneevliet. Mais dans la période de réaction qui fut marquée par la montée du fascisme dans les années 1930, elle rompit avec le marxisme et développa des tendances religieuses.

Mais la meilleure période créatrice et militante de sa vie était finie. Ses meilleurs livres et l'activité de près de 40 années de sa vie continuent à inspirer les jeunes marxistes hollandais.

Dirk Noteboom.

### SERVICE D'EDITION ET DE LIBRAIRIE

C.C.P. Corvin N° 1964-96  
C/o P. Frank, 10, rue de Lancry

Ce qu'il faut lire:

Les quatre premiers Congrès de l'I.C.  
La Révolution trahie, L. Trotsky.  
L'Etat et la Révolution, Lénine.  
La Maladie Infantile du Communisme, Lénine.

Anti-Durbing, F. Engels.  
Correspondance avec Sorge, Marx-Engels.

La Chine Ebranle le Monde, J. Belden.  
Où va le peuple américain, D. Guérin.

N'OUBLIEZ PAS QUE LE S. E. L.  
TE FOURNIT:

TOUS LES DISQUES,  
TOUS LES LIVRES,  
les jeux éducatifs, les reproductions d'Art, etc...

ET TU AIDERAS LE PARTI.

SOUS PRESSE

Michel PABLO

### La guerre qui vient

(Capitalisme ou Socialisme)

Une brochure: 200 fr.

### Le numéro de Janvier de QUATRIEME INTERNATIONALE

va paraître  
Au sommaire:

Au seuil de 1953. — Etudes sur le XIX<sup>e</sup> Congrès du P. C. de l'U. R. S. S. et l'article de Staline. — Articles sur l'Angleterre, l'Allemagne, le procès Slansky, l'affaire Marty-Tillon, les événements du Kenya, etc...

Le numéro: 150 francs  
Abonnem. pour 6 numéros: 600 fr.

# Comment réaliser l'unité d'action avec les travailleurs socialistes

« Rien n'est possible sans l'unité de la classe ouvrière », c'est Jacques Duclos qui l'affirme dans son discours à l'Assemblée Nationale du 6 janvier (*Humanité* du 7). On ne saurait mieux traduire les besoins de la politique communiste en France.

Depuis des années la bourgeoisie s'est assurée l'initiative dans la lutte de classe. Les gouvernements se succèdent, de plus en plus à droite. Hier c'était le vichyste Pinay aujourd'hui René Mayer est investi avec les voix gaullistes. On prépare la révision constitutionnelle qui doit permettre l'ascension au pouvoir personnel de Charles Bonaparte. Comment stopper ce cours à droite ? Comment arracher à la bourgeoisie l'initiative dans la lutte ? Une seule voie : l'unité d'action de la classe ouvrière !

Depuis des années la bourgeoisie fait endosser aux travailleurs les charges de son système économique décrépi. Hier la classe ouvrière faisait les frais de la reconstruction; aujourd'hui elle doit payer les frais du marasme économique, du réarmement accéléré et de la guerre. Comment arrêter l'enrichissement scandaleux des capitalistes au milieu de la misère du peuple ? Comment faire payer les riches et plus les pauvres - Une seule voie : l'unité d'action de la classe ouvrière !

Cette unité c'est l'unité des travailleurs à l'atelier, à la mine et dans les bureaux. C'est l'unité dans un seul syndicat. C'est aussi l'unité des représentants des travailleurs au Parlement. Ces diverses formes d'unité sont un tout. Bien entendu de nombreux travailleurs n'adhèrent pas à un syndicat ou à un parti politique. Il est possible de s'unir à eux sans unifier au préalable les syndicats et sans s'entendre entre partis. Certains travailleurs syndiqués à la C.G.T.-F.O. et votant pour la S.F.I.O., sont peut-être prêts à s'unir aux militants communistes sans l'accord de leurs dirigeants. Mais la grande majorité des travailleurs organisés a confiance dans ses dirigeants. Sinon ils ne resteraient pas où ils sont. C'est une utopie de supposer qu'on puisse effectivement et durablement unir les travailleurs socialistes et communistes à l'entreprise sans discuter au préalable avec les dirigeants de la C.G.T.-F.O. et du P.S.

## PCF et PS dans l'opposition

Tant que les dirigeants socialistes ont collaboré au gouvernement, avec la bénédiction des dirigeants de F.O., une telle entente paraissait très difficile. Mais aujourd'hui la situation n'est plus la même. Les conditions idéales sont là pour permettre de mener une large campagne de Front Unique. Écoutons encore Jacques Duclos parlant à l'Assemblée Nationale :

« M. Guy Mollet a énoncé les points d'un programme qui déclare vouloir « faire payer les riches ». C'est ce que nous ne cessons de réclamer. « Supprimer les impôts à la consommation ». C'est ce que nous n'avons cessé de réclamer. « Augmenter les salaires et les allocations de chômage ». C'est ce que nous ne cessons de réclamer ».

En d'autres termes : le Parti Socialiste S.F.I.O. s'est vu contraint de passer dans l'opposition car les résultats de sa politique de collaboration gouvernementale risquaient de lui aliéner sa clientèle ouvrière. Une fois dans l'opposition les dirigeants socialistes se sont vu obligés de formuler un programme de revendications immédiates en tout point semblable à celui du P.C.F. Il est donc logique de proposer à ces dirigeants un Front Unique pour ces revendications. La logique ne voudrait-elle pas que Duclos termina son discours en disant ? : « Guy Mollet exige qu'on augmente les salaires et les allocations de chômage. Nous avons toujours réclamé la même chose. Agissons donc ensemble, députés socialistes et communistes, Comité Directeur S.F.I.O. et Comité Central du P.C.F., Comité Confédéral de la C.G.T.-F.O. et Comité Confédéral de la C.G.T., pour dresser un cahier de revendications en commun. Il suffira de se réunir, d'apparaître ensemble devant les travailleurs, pour qu'un immense espoir se lève à nouveau dans la classe ouvrière, pour que, dans les usines, s'unissent, non seulement les militants du P.C.F. et de la S.F.I.O., mais encore des millions de prolétaires qui, depuis la scission syndicale, ont perdu confiance et espoir dans la cause des travailleurs ! ».

## Trois faux arguments

Mais ce n'est pas ainsi que Jacques Duclos enchaîne sur la question du Front unique Bien au contraire. Après avoir constaté que Guy Mollet pose les mêmes revendications immédiates que le P.C.F., il continue de la façon suivante :

« Mais tout cela ne peut se faire sans l'unité ouvrière. Or, le P.S. et Guy Mollet mettent tout en œuvre pour l'empêcher. Dans le pays, nombreux sont les militants et les élus socialistes qui veulent la réalisation de ce programme, qui veulent défendre leur pain, la liberté et la paix. Nous appelons les communistes et les socialistes à s'unir pour faire face aux attaques de la réaction et pour démasquer ceux qui se contentent de parler de changements politiques mais sans en indiquer les moyens. Car rien n'est possible sans l'abandon de la politique de marshallisation avec les dépenses militaires écrasantes qu'elle impose... Or, la réponse négative donnée par Guy Mollet à ces deux questions décisives montre que son opposition s'arrête là où il faudrait commencer à agir. ».

L'*Humanité*, coiffe d'ailleurs ce passage d'un sous-titre : « La fausse opposition de Guy Mollet. »

Nous avons là trois arguments contre une politique de Front Unique du sommet à la base sur un programme de revendications immédiates. Ces trois arguments sont faux.

Tout d'abord : les dirigeants socialistes se refusent à abandonner la politique de marshallisation, ils ne veulent pas rompre l'alliance atlantique, ni le bloc

avec l'impérialisme américain. Ils ont choisi le camp de la démocratie bourgeoise contre celui de la révolution socialiste. C'est parfaitement exact et il est toujours nécessaire de combattre cette position fautive. Mais, ce choix des leaders sociaux démocrates date-t-il d'hier ? Quelle était donc leur position devant la révolution socialiste d'Octobre ? Quelle a été leur position depuis 35 ans devant la lutte révolutionnaire de tout le mouvement communiste international ? Se sont-ils jamais donnés pour des partisans de la dictature du prolétariat ou de la république des Soviets ? Et pourtant il a été possible de s'entendre avec eux en 1934 pour barrer la route au fascisme, avec eux en 1943 pour organiser la résistance des masses à

par E. GERMAIN

l'oppression nazie. Pourquoi ce qui n'était pas un obstacle hier dans la lutte contre la réaction en serait-il un aujourd'hui ?

Deuxième argument : l'opposition de la S.F.I.O. est une « fausse opposition ». Cet argument est fallacieux. Certes les dirigeants socialistes n'ont pas le désir d'une rupture avec la politique de réarmement et de ce fait leur opposition aux réactionnaires Pinay et Mayer est contradictoire. Elle n'en est pas moins réelle. Les chefs socialistes craignent la révolution communiste, l'U.R.S.S., la destruction du parlementarisme bourgeois, et c'est pourquoi ils ne veulent pas tout abandonner de la politique de réarmement. Mais en même temps, ils craignent la renaissance du fascisme, l'étranglement des libertés démocratiques, l'emprise croissante des militaires américains sur le monde, les menaces contre le mouvement syndical ils n'ont pas oublié qu'entre l'arrestation de Florimond Bonte de celle de Léon Blum peu de temps s'est écoulé. Ils ne peuvent ignorer que l'établissement de l'Etat fort, avec ou sans pouvoir personnel de De Gaulle, serait autant la fin du mouvement socialiste légal que celle du mouvement communiste légal. Leur opposition au renforcement de la réaction est donc réelle; depuis des mois, députés socialistes et communistes votent à l'Assemblée dans le même sens. Un dirigeant socialiste n'a pas hésité à proclamer à M. Pinay, à la veille des dernières vacances parlementaires, que l'élection d'un député communiste dans le Lot autant que l'élection d'un député socialiste dans le Nord étaient des défaites de la réaction au pouvoir. Cette opposition réelle des dirigeants socialistes, il s'agit de l'utiliser pour propulser une politique de Front Unique. Il ne s'agit pas, comme le prétend la résolution du C.C. du 7 décembre, d'infliger une défaite à la social-démocratie. Il s'agit au contraire de prendre au mot Guy Mollet pour infliger une défaite à la réaction. Il s'agit de marcher séparément mais de frapper ensemble, de lutter pour le moment sur ce qui unit les deux partis. On verra bien alors si, dans la logique de la lutte commune, il sera possible aux dirigeants socialistes de maintenir à la fois la politique de réarmement et une politique d'amélioration du niveau de vie des travailleurs !

Troisième argument : les dirigeants de la S.F.I.O. refusent le Front Unique. C'est l'argument le plus fallacieux de tous. D'abord, peut-on refuser quelque chose qui n'a pas encore été offert ? Le Comité Central du P.C.F. n'a pas encore invité le Comité Directeur de la S.F.I.O. à lutter pour un cahier de revendications immédiates dressé en commun. Il a au contraire exigé que l'unité de la classe ouvrière se reconstitue autour du seul P.C.F. (voir la résolution du dernier Comité Central). La S.F.I.O. rétorque en affirmant — ce qui est encore plus ridicule de sa part — que l'unité de la classe ouvrière « ne peut se réaliser qu'autour du Parti Socialiste S.F.I.O. » (circulaire de la S.F.I.O. à l'occasion de l'élection législative complémentaire du 7 décembre 1952 dans le 1<sup>er</sup> secteur de la Seine). Ainsi on se renvoie la balle, tout en restant sur des positions sectaires. Le fait réel, c'est qu'il y a 5 millions d'électeurs communistes en France, et qu'il est grotesque de supposer qu'ils s'uniront d'ici peu « autour du Parti Socialiste S.F.I.O. ». Le fait réel, c'est qu'il y a 3 millions d'électeurs socialistes en France, et qu'il est possible d'espérer qu'ils adhéreront d'ici peu au Front National sans l'accord préalable de leurs dirigeants. Alors quoi ? Tout le bruit sur l'unité ouvrière ne serait destiné qu'à conclure à l'impossibilité de cette unité à brève échéance ?

## Comment imposer le front unique aux dirigeants socialistes

Ensuite : Il est bien possible qu'une première proposition de Front Unique de Parti à Parti se heurte au refus du Comité Directeur de la S.F.I.O. Mais peu importe ce que sera le premier mot; c'est le dernier mot qui compte. Il faudra alors que les fédérations, les sections locales, les cellules de quartier et d'entreprise s'adressent à leur tour, à de multiples reprises, chaque fois qu'une occasion concrète se présente, aux organismes correspondant de la S.F.I.O. Non pas pour dénoncer en termes violents et grossiers la « fausse opposition de Guy Mollet », « les valets sociaux-démocrates de l'impérialisme américain », mais pour dire : « Guy Mollet tient à l'Assemblée le même langage que Jacques Duclos sur les revendications immédiates. N'êtes-vous pas aussi d'accord pour une lutte commune pour l'échelle mobile, l'augmentation des salaires, la suppression des impôts indirects, la défense des industries nationalisées ? Agissons alors ensemble, d'un commun accord. Demandons ensemble aux dirigeants de nos deux organisations qu'ils s'entendent à l'échelle nationale, comme nous sommes prêts de nous entendre à l'échelle de la ville ou de l'entreprise ».

Le Comité Directeur de la S.F.I.O. s'apercevrait alors très vite qu'il est mortel pour un parti ouvrier de s'opposer à la demande d'unité d'action. Les lettres de protestations dans ce sens des fédérations et sections commenceraient à s'accumuler sur le bureau de Guy Mollet. La S.F.I.O. serait obligée de reprendre l'initiative de son côté. Elle devrait faire des contre-propositions. Le dialogue serait engagé. Un premier pas serait fait sur la voie du Front Unique. Et si malgré la pression ouvrière, les chefs socialistes refusaient de faire ce pas, ils seraient démasqués aux yeux des travailleurs comme les seuls obstacles à l'unité du front prolétarien, alors qu'aujourd'hui, la grande majorité des travailleurs a le sentiment que dirigeants communistes autant que dirigeants socialistes refusent en pratique, malgré toutes les belles phrases sur l'unité, la constitution d'un véritable Front Unique. Il serait alors bien plus facile qu'aujourd'hui d'impulser le front unique à la base.

Reste un dernier argument contre le Front Unique, que Duclos n'a pas énoncé dans son dernier discours à l'Assemblée, mais qu'on rencontre souvent chez les cadres du PCF. « Front unique pour les revendications immédiates ? Ce serait peut-être possible. Mais quelle revendication immédiate se laisse arracher aujourd'hui sans une lutte d'ensemble ? Comment augmenter les salaires sans couper radicalement le budget militaire ? Comment couper radicalement le budget militaire sans cesser la guerre d'Indochine. Comment cesser la guerre d'Indochine sans rompre l'alliance atlantique ? Mais les dirigeants socialistes ne sont pas prêts, etc., etc... ».

Il y a dans cet argument un fond de vérité, mais il ne milite pas contre mais pour l'idée du Front Unique !

Il est vrai qu'il y a une liaison intime entre les plus petites revendications économiques immédiates et les grands problèmes de stratégie ouvrière à l'étape actuelle. Il est vrai que la plupart des questions soulevées par Guy Mollet et Jacques Duclos ne se laissent pas réaliser sans la conquête du pouvoir politique. Il est vrai que seul un gouvernement prêt à renverser la vapeur est capable, avec l'appui des masses enthousiasmées et mobilisées comme en 1936, comme en 1944, par une telle perspective, de remplacer la politique réactionnaire par une politique au service de la classe ouvrière et des petites gens.

## Pour un gouvernement PCF-PS

Mais il faut vous poser la question, camarades du PCF : quel pourrait donc être un tel gouvernement, sinon un gouvernement de front unique Communiste-Socialiste ? Un gouvernement de Front National ? Constitué par quelles forces politiques réelles ? La résolution du Comité Central du 7 décembre 1952 réaffirme et explique que la bourgeoisie française en tant que classe doit être défaite pour qu'on puisse renverser la vapeur. Il ne faut donc pas compter sur des partis bourgeois pour s'associer à une telle œuvre. Le PCF seul, avec quelques organisations de couverture et quelques « personnalités de bonne volonté » aura-t-il la force pour renverser la vapeur ? Il suffit de poser la question pour y répondre par la négative en ce qui concerne l'avenir immédiat. En d'autres termes : le refus d'envisager un front unique avec la SFIO, aboutissant à la constitution d'un gouvernement de front unique, et assuré même d'une majorité parlementaire dès que la loi électorale truquée serait révisée sous la pression des masses, représente le refus de la seule possibilité pratique pour faire cesser le règne de la réaction en France. Refuser de constituer un tel front unique, de placer devant les travailleurs une telle perspective, c'est malgré toutes les phrases radicales, considérer en pratique la réaction comme imbattable pendant toute l'étape devant nous ! La classe ouvrière française ne mérite pas un tel aveu de scepticisme et de défaitisme de ses dirigeants actuels ! C'est plutôt à ceux-ci de faire un examen de conscience, s'ils ne portent pas une lourde responsabilité pour l'impasse dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui, et pour le retard qu'ils mettent à en sortir...

Après les élections municipales de 1947, premier indice d'un recul des positions ouvrières, Maurice Thorez a fait une auto-critique importante devant le CC du PCF. Il a affirmé qu'en 1936 et en 1944 on avait commis l'erreur de se limiter à des accords de sommet avec des politiciens souvent corrompus, sans impulser la constitution d'organismes de base. Nous aurions un mot à dire sur les origines de cette « erreur ». Mais le moment n'est pas à la polémique mais à l'union des forces pour la reprise ouvrière. La proposition d'unité d'action du PCF à la SFIO, de la CGT à la CGT-FO, doit être accompagnée d'initiatives multiples pour constituer des comités d'unité d'action, de front unique, à la base. Ces comités mobiliseront les masses pour le programme de revendications immédiates. Ils appuyeront le gouvernement de front unique qui devra surgir de ces luttes. Ils désarmeront la réaction et armeront le peuple. Ils veilleront à ce que les chefs ne trahissent pas leurs espoirs comme en 1936, comme en 1944. Ils concentreront le maximum de gages, de pouvoir réel, entre leurs mains. Si malgré ces positions inexpugnables, la bourgeoisie commet alors la folie de poursuivre sa marche vers la guerre, la classe ouvrière saisira l'occasion pour établir sur les ruines du capitalisme croulant le pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres. Mais cette tâche d'avenir comme la tâche immédiate sera résolue mille fois plus facilement et plus rapidement, si dès maintenant, les dirigeants du PCF mettent les chefs socialistes au pied du mur par des propositions concrètes, précises de Front Unique de la base au sommet.

# LA LUTTE OUVRIÈRE

## L'ACTION DES POSTIERS

La lutte des postiers pour la prime de fin d'année, même si elle n'a pas abouti, constitue un événement tout à fait important pour le mouvement ouvrier.

Aussi mal payés que de nombreux autres fonctionnaires, ou que les travailleurs de l'industrie privée, les postiers qui sont astreints à des cadences de travail de plus en plus intenses se sont lancés les derniers jours de 1952, dans la lutte pour arracher le 13<sup>e</sup> mois avec un minimum de 20.000 fr.

Dès le début le mouvement fut profondément unitaire et très démocratique. Dans les bureaux-gare, dans les centraux se constituèrent des comités pour la prime de fin d'année qui représentaient vraiment la volonté de la base. Les assemblées qui eurent lieu à Paris et dont l'une regroupa plus de 3.500 postiers furent très enthousiastes et très combattives. Il faut même signaler que dans plusieurs bureaux, les chefs se joignirent au mouvement.

### La C. G. T. a la position la plus unitaire

Quatre syndicats à des degrés divers se partagent l'influence chez les postiers: C. G. T., Autonome, C. F. T. C., F. O.

Dès le début la position des dirigeants de la C. G. T. fut incontestablement unitaire. Ils suivirent une orientation qui favorisa le front unique à la base et au sommet. Répondant à l'aspiration de tous les postiers, organisés et non organisés, ils n'eurent pas une attitude sectaire à l'égard des autres centrales syndicales et ne dénoncèrent jamais les accords passés.

En général la Fédération Autonome eut elle aussi une attitude unitaire sauf la veille de la grève où elle remit celle-ci en question sous le prétexte qu'il n'y avait pas de gouvernement.

La C. F. T. C. par contre sabota le mouvement très habilement d'ailleurs; les responsables du syndicat chrétien essayèrent de briser la combattivité des adhérents de la C. F. T. C. en leur expliquant que la seule conséquence de la grève, serait la perte de journées de travail qui ne seraient pas payées.

Mais les plus antiunitaires de tous furent encore les dirigeants de F. O. qui combattirent le mouvement comme étant une opération communiste et moscovite. Mais bien sûr comme ces dirigeants savaient combien la revendication de prime de fin d'année était sensible y compris chez les postiers F. O., ils s'en firent les défenseurs... dans les antichambres ministérielles. Ils espéraient que la bourgeoisie leur donnerait satisfaction à eux de préférence.

## TUNISIE

(Suite de la première page)

tifs pour porter « progressivement » des coups de plus en plus fort au mouvement national. Il commença par éloigner Bourguiba puis destitua et déporta les ministres destitua, fit assassiner Ferhat Ached et dans la dernière période acheva d'arrêter les principaux dirigeants syndicalistes et politiques tunisiens tout en menant parallèlement une répression sans nom contre l'ensemble de la population. Cette même répression s'abaissait en même temps en Algérie et au Maroc contre la lutte solidaire menée par les masses de ces deux pays. Et cette opération le gouvernement français a pu la faire aboutir quelques semaines après le débat sur les affaires tunisiennes et marocaines à l'O.N.U. sans qu'aucune entrave (bien au contraire) ne lui soit faite de la part de cette assemblée ni des autres nations impérialistes.

Certes les masses tunisiennes comme celles de toute l'Afrique du Nord ne sont pas écrasées et n'ont en rien renoncé à la lutte. Mais la leçon qu'elles tireront des événements c'est que leur lutte ne peut aboutir qu'à une impasse si elles nourrissent si peu que ce soit l'illusion d'une possible entente avec l'impérialisme oppresseur sur quelque point que ce soit. En effet si à l'échelle mondiale l'impérialisme veut écraser les masses coloniales c'est avant tout pour se renforcer en vue de la décisive guerre de classe qu'il prépare contre toutes les forces anti-impérialistes du monde. C'est dans ce cadre que se placent les événements d'Afrique du Nord. Dans l'immédiat la lutte des masses de ces pays ne peut trouver d'aide réelle que dans la lutte des masses du Viet Nam, de Corée, de Malaisie ou d'Indonésie et non pas dans l'exploitation des différends inter-impérialistes ou dans le recours à l'O.N.U.

L'objectif des luttes des peuples coloniaux doit donc être de renforcer leurs organisations et leur unité et de poursuivre le combat pour leur indépendance totale qu'elles arracheront en portant le moment venu, avec l'ensemble des forces mondiales de la Révolution, le coup décisif à l'ennemi commun.

Mais la bourgeoisie n'avait pas besoin de ces messieurs et elle leur répondit par une fin de non recevoir.

### Le Front Unique entre les Confédérations était nécessaire

La revendication des postiers: 20.000 fr. minimum de prime de fin d'année était sensible à toutes les autres catégories de travailleurs et elle pouvait ouvrir la voie pour une augmentation générale des salaires. Si les syndicats l'avaient voulu ils auraient pu généraliser l'agitation dans les autres corporations.

La direction de la C. G. T. aurait dû profiter de l'agitation qui existait chez les postiers et qui s'est manifestée juste à ce moment dans d'autres corporations pour proposer le Front Unique aux autres centrales syndicales.

C'était le moyen de donner la victoire aux postiers qui bien sûr, par leur seul mouvement pouvaient difficilement arracher la prime de fin d'année.

C'était aussi le moyen d'arracher une augmentation générale des salaires et la possibilité de commencer à changer du tout au tout la politique en France.

### On pouvait aussi barrer la route à René Mayer

La décision des dirigeants Autonomes de ne pas faire la grève parce qu'il n'y avait pas de gouvernement fut tout à fait fautive et très préjudiciable aux postiers. C'est vrai qu'il n'y avait pas de gouvernement, mais il fallait justement mettre à profit cette situation pour imposer par l'ACTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE un gouvernement susceptible de satisfaire les revendications des postiers et des autres travailleurs.

Le gouvernement René Mayer donnerait-il aux postiers les 20.000 francs minimum qu'ils réclament? C'est moins que probable.

Tandis qu'un gouvernement communiste-socialiste, un gouvernement des deux seuls partis qui ont voté CONTRE l'investiture à René Mayer, aurait sans conteste satisfait cette revendication.

Pour arracher la prime de fin d'année, des milliers et des milliers de postiers, des dizaines de milliers de travailleurs de toutes corporations étaient prêts à combattre pour imposer un gouvernement communiste-socialiste.

C'est ce qu'auraient dû expliquer les dirigeants de la C. G. T.; c'est pour cette politique que le Parti Communiste Français aurait dû mener campagne.

M. MESTRE.

## LETTE d'un soldat de TUNISIE

Toute la caserne est consignée y compris les huiles. Tout ça à cause des émeutes. Ici les gars sont tous crevés. On a doublé les postes de garde, et les gars la prennent jusqu'à trois nuits de suite et la journée. Toujours tenue de combat, près des armes avec les camions prêts à partir en patrouille dans la ville.

Je ne peux rien te dire sur la grève car de la caserne on ne voit rien...

On nous fait des classes accélérées pour pouvoir monter la garde plus vite. Nous devons être piqués samedi matin, mais par ordre nous ne l'avons pas été pour être prêts...

Les classes sont très dures, quatre heures de marche par jour minimum et toute l'instruction.

Il y a environ un tiers de jeunes Nord-Africains dans la caserne. Il n'est pas étonnant qu'ils ne nous aiment pas car tu verrais comme ils sont instruits militairement. La base de l'éducation, c'est coups de pieds et gifles. Les gars de la classe en sont écœurés.

## CROISADE POUR LA LIBERTÉ

Les victoires des généraux américains: Au camp de prisonniers de Koje, 78 morts. Au camp de prisonniers de Cheju, 45 morts. Au camp d'internés civils de Pongam, 84 morts, 118 blessés.

« Prenez environ une centaine de ces canailles et pendez-en le quart devant les autres qu'il faudra ensuite renvoyer dans les réserves où ils apporteront la bonne nouvelle. »

Lettre adressée par le colonel Grogan, membre du Conseil Législatif du Kenya, au journal The Times de Londres (27 novembre 1952).

« Les peuples musulmans aiment à être commandés et méprisent le maître qui les laisse discuter. »

G. Puaux, ambassadeur de France. Discours au Conseil de la République.

## La situation ouvrière chez Renault

Pour l'instant le calme règne dans l'usine mais le chômage grandissant dans la métallurgie (SIMCA avec ses 2.000 licenciements a fortement impressionné l'ensemble des ouvriers) augmente l'inquiétude et la colère du personnel.

L'horaire de 40 heures est maintenant quasi général. Certains ateliers et services font encore des heures supplémentaires grâce à des bricoles que leur fournissent Opel et General Motors (d'ailleurs sur des frigidaires).

La 4 chevaux, l'activité la plus représentative de Renault, ne sort plus qu'à 292 par jour au lieu de 450. Les ouvriers de la chaîne de finition touchent des quinzaines qui atteignent péniblement 13.000 francs.

Les travailleurs font les frais de la crise du régime et le sentent profondément (l'article de « L'Humanité » sur Renault cette semaine touchait assez juste. Je pense particulièrement aux ouvriers de la cantine qui répondent en substance aux journalistes: Le gouvernement on s'en fout, c'est le régime capitaliste qu'il faut foutre en l'air).

D'autres faits soulèvent la colère des ouvriers. Dans une lettre adressée aux cadres et agents de maîtrise, Lefaucheur, grandiloquent, écrit: «...Nous sommes tous solidaires. Nous réussirons tous ensemble ou nous échouerons tous ensemble... » Ces déclarations hypocrites et les larmes de crocodile dont il abreuve le personnel dans son « Bulletin d'Information » et qu'il accorde plus libéralement que des augmentations de salaires, aboutissent à un plan de licenciement déjà mis en place et devant être appliqué incessamment. Le 15 janvier est, de ce point de vue, une date décisive.

En attendant, la moindre peccadille est sanctionnée par le renvoi immédiat. La crainte du chômage est la note dominante dans l'entreprise et paralyse l'action ouvrière.

Sur la crise elle-même, le S. I. R. prétend avoir trouvé une solution. Il est pour la fabrication de matériel de guerre et reproche évidemment l'hostilité de la C. G. T. et de la C. F. T. C. à de telles fabrications. Le S. I. R., syndicat fasciste, serviteur zélé de la bourgeoisie aux abois, trouve ainsi le prolongement naturel de son Association Capital-Travail.

F. O. ne se manifeste que pour dénoncer la « C. G. T. politique » ou, à la rigueur, fait appel aux adhérents éventuels. D'ailleurs, les responsables F. O., quand ils parlent du marasme, disent: « C'est bien fait pour eux (les ouvriers). Ils n'avaient qu'à se syndiquer... On leur avait bien dit, etc. » Bien que F. O. soit en paroles pour les 40 heures sans diminution de salaire (en fait 40 heures payées 48), il a refusé de participer aux côtés de la C. G. T. et de la C. F. T. C. à une campagne sur cette revendication.

La C. F. T. C. a fait s'esclaffer tout le monde lorsqu'elle a proposé une gamme plus large de coloris pour la 4 chevaux en vue d'élargir le marché. Sa proposition de Caisse d'entraide alimentée par les cadres, qui, bénéficiant d'un salaire forfaitaire, perçoivent toujours la même paie quel que soit l'horaire, a produit le même effet.

Ce ne sont pas de tels mots d'ordres qui mobiliseront les travailleurs. Ils demandent les 40 heures payées 48, mais en considérant cette revendication comme un peu utopique étant donné l'affaiblissement dû à la division.

Incontestablement c'est la C. G. T. qui touche le mieux la situation lorsqu'elle lance « la Conférence de l'Automobile ».

Dans la période de creux ce pourrait être une occasion de rendre confiance aux travailleurs en leur ouvrant une fenêtre à l'échelle nationale et en leur fixant une perspective d'ensemble.

Dans de telles conférences il ne faudrait d'ailleurs pas se contenter de parler de la « défense de l'industrie automobile ». L'idée d'un plan de production sous le contrôle ouvrier montrerait la seule issue: retirer aux capitalistes les leviers de commande et produire pour les masses en supprimant les taxes de guerre, en ouvrant le commerce avec l'Est, etc... Les travailleurs sont intéressés par de telles solutions et comprennent que l'Unité d'Action est indispensable pour les imposer par la lutte au même titre que pour imposer les 40 h. payées 48.

Par exemple, le commerce avec l'Est ne rencontre l'hostilité d'aucun travailleur, mais chaque ouvrier sait que cela dépend du gouvernement. C'est une revendication politique qui pose des problèmes politiques, notamment celui de la lutte pour un gouvernement ouvrier communiste-socialiste. C'est à ces préoccupations qu'il faut répondre.

Correspondant ouvrier.

## LES ARSENAUX COMBATTENT POUR LEURS DROITS

Le 14 octobre 1952, la branche marine des travailleurs de l'Etat, engageait une action, à l'appel des Fédérations C.G.T. et C.F.T.C.

Le principal mot d'ordre de ce mouvement était l'application du décret gouvernemental du 22 mai 1951, qui garantissait aux travailleurs de l'état la parité avec les industries similaires de la région parisienne, pour les établissements de Paris, moins les abattements de zone pour les établissements de province.

Or à cette époque un écart d'au moins 11,5 % était officiellement constaté.

Cette unité d'action au sommet était la conclusion normale d'une année et demie d'unité d'action à la base dans certains arsenaux.

Les premiers résultats ne se firent pas attendre: Le gouvernement accordait fin octobre une augmentation de 4 % avec effet rétroactif du 1<sup>er</sup> septembre.

Les branches Air et guerre, par traditions moins combattives réalisaient à leur tour l'unité d'action et débrayaient.

Depuis, 4 mouvements ont eu lieu. Aux deux premiers F.O. sans s'associer au mouvement, laissa ses syndicats locaux agir à leur guise. Ceux-ci en général débrayèrent, mais pour les deux derniers, fidèle à sa tradition anti-unitaire, F.O. appela ses adhérents à ne pas y participer, prétextant qu'après entrevue avec le ministre de la défense nationale, celui-ci était prêt à examiner la situation des travailleurs de l'Etat. Belle promesse, en vérité, le ministre de la D.N. peut promettre tout ce qu'il veut, car il sait que son compère des finances refusera, et c'est ce dernier qui a voix prépondérante.

Les ouvriers de l'Etat ont commencé une expérience, qui est déjà un exemple pour les autres corporations qui cherchent le moyen de réaliser leurs objectifs revendicatifs, elle n'est encore qu'à son premier stade, celui de la mobilisation et de l'entraînement. Cette préparation est presque achevée, car malgré les appels de division de F.O. la propre base de celle-ci ne la suit qu'à moitié.

Les travailleurs de l'état n'obligeront le gouvernement à respecter ses propres décrets, que par une grève illimitée de tous les établissements, air, guerre, marine. Ce sera l'aboutissant logique de ces 4 premiers débrayages.

## CHEZ CHAUSSON

### GENEROSITE PATRONALE

Les fêtes de fin d'année sont un moment financièrement difficile à passer, aussi la direction, forte de ses millions de bénéfices supplémentaires a « prêté » généreusement à ses ouvriers, 3.000 frs qu'elle retiendra sur les prochaines payes (et sans intérêts).

Aussitôt, les bénéficiaires ont fait parvenir au patron des listes de pétition, non pour lui demander s'il n'allait pas se trouver « gêné » par cette prodigalité, mais pour lui rappeler que les travailleurs exigeaient une prime de fin d'année, leur part des super-bénéfices. La réponse a été non!

— Nous n'avions droit qu'aux plumes du poulet, désormais on nous dispute ces plumes.

La direction Chausson, soucieuse d'éviter à son personnel le climat désagréable du chômage, s'est abstenue de reprendre les jeunes démobilisés. Avec les classes qui partaient, ce fut une bonne affaire, et menée sans bruit. Par contre on fait faire des heures supplémentaires à ceux de la chaîne « Vedette » pour lancer le modèle 53.

### DES CRIMES QU'ON APPELLE ACCIDENTS

Les cadences infernales ne sont pas une image. Vendredi 9, au matin, un hurlement de douleur couvre l'enfer de l'atelier. Une grosse presse de 450 tonnes: un ouvrier nord-africain, un avant-bras pend sous l'outil de la presse remontée. Un ouvrier qui mouillait un peu plus la chemise pour faire les 300 pièces horaires qui devaient remplacer les 200 de la semaine précédente. Sa journée était presque finie, la fatigue, une seconde d'inattention, une sécurité qui ne fonctionne pas, et voilà!

Ces crimes là on les nomme accidents. Ils sont fréquents: il y a 15 jours 3 doigts aux petites presses chez les femmes, il y a un mois 5 doigts d'un nouveau qui arrivait de l'embauche...

Mais tout va bien, on nettoie l'outil et, une heure plus tard, l'équipe du soir prenait la relève sur l'engin de mort et suait de la plus-value pour un patron de plus en plus avide du sang ouvrier.

Correspondant ouvrier.